

Le budget—M. Riis

Certains ont dit que ce budget était favorable à l'entreprise. Pourtant, si on y regarde d'un peu plus près, on constate que c'est là une demi-vérité, car il ne favorise qu'un secteur très particulier. Si vous êtes une société prospère qui fait de bons profits, vous pourrez tirer parti des dispositions du budget; si votre entreprise tourne à pleine capacité, il y a des dispositions que vous pourrez utiliser. Mais si, comme la plupart des entreprises de petite et de moyenne importance, vous avez du mal à survivre en attendant que la récession ou la dépression prenne fin, si vous êtes parfois à court de liquidités, si vous mettez à pied du personnel qui travaille pour vous depuis de nombreuses années, si vous végétez tout simplement en espérant que le ministre va présenter un budget qui stimulera l'économie... Imaginez ce que pensent ces gens, aujourd'hui, monsieur le Président. Ils ont fait l'objet de sabotage de la part du ministre des Finances. Il a tourné le dos aux petites et moyennes entreprises, acculées au mur par les politiques gouvernementales qui sont à l'origine de la récession. Le budget a fort peu de choses à leur offrir.

Ce matin, je devais me rendre à une émission de télévision et j'ai pris un taxi. Le chauffeur m'a dit qu'il avait quitté l'Europe il y a 14 ans pour venir au Canada. C'était son rêve—un pays où le chômage était de 4.5 p. 100, un pays qui avait une société juste, un pays fort où le premier ministre (M. Trudeau) se disait en faveur du plein emploi; l'inflation était à 4 p. 100; le produit national brut augmentait de 5 p. 100 par an et les hypothèques sur 25 ans étaient à 6.5 p. 100. Cette personne a lancé une petite entreprise, pendant que sa femme travaillait dans une petite usine. Ils ont élevé trois enfants. Puis, le gouvernement a décidé qu'il lui fallait une récession. Il a adopté les politiques voulues: compression de la masse monétaire, augmentation des taux d'intérêt, réduction du produit national brut et aggravation du chômage. Il s'agissait d'une politique consciente de ce gouvernement, similaire à celle de M. Reagan, chez nos voisins.

Cette personne a perdu son entreprise, perdu sa maison, perdu sa famille. Il conduit maintenant un taxi à Ottawa. Il m'a dit qu'il retournait en Europe, parce que son rêve du Canada avait été détruit, dans une large mesure à cause des politiques du gouvernement.

Au cours des dernières heures, le gouvernement a envoyé promener les Canadiens et leur a tourné le dos. De plus, ils servent de pions dans cette partie d'échecs politique entre les libéraux et les conservateurs, où les employés ne sont plus considérés comme des êtres humains, mais comme de la marchandise. Les gens sont vendus, achetés, échangés, exploités, utilisés et mis au rebut, et deviennent des chômeurs.

Ce carnage économique est le résultat d'une politique gouvernementale qui se traduit par un budget conservateur où le capital compte plus que les gens et l'appât du gain, plus que la dignité humaine. Les membres de notre groupe jugent cette attitude immorale de la part d'un gouvernement qui, par ce budget conservateur, est loin d'apporter les solutions qui s'imposent en ces temps difficiles.

J'ai déjà dit que les dispositions fiscales de ce budget ne profiteront qu'à une poignée de gens. Ce budget prévoit des hausses d'impôt. Au cours des prochaines années, la plupart des Canadiens verront leurs impôts augmenter. Ainsi, selon les dispositions du budget, le produit de l'impôt sur le revenu des

particuliers va augmenter, d'ici quatre ans, de 3.5 milliards de dollars.

Qu'en est-il du secteur privé, monsieur le Président? Les contributions des entreprises vont-elles augmenter? Selon ce budget conservateur, leurs contributions globales vont diminuer de 2.6 milliards au cours de ces quatre années.

La taxe de vente fédérale va augmenter de 1 p. 100 et les droits de la télévision payante et de la câblodistribution seront taxés. C'est une foire d'empoigne fiscale aux dépens du groupe qui, selon le ministre, sera à l'avant-garde de la relance, les consommateurs. S'il voulait vraiment que les consommateurs donnent le ton ou, du moins, participent à la relance, il aurait dû réduire la taxe de vente fédérale au lieu de l'augmenter.

Je crois que le ministre des Finances a raté une occasion rêvée. Il a bâclé non seulement la procédure budgétaire, mais aussi le contenu du budget. En cette période de crise, pourquoi le ministre n'a-t-il pas axé son budget sur le plein emploi? Les Canadiens auraient ainsi retrouvé des emplois à court terme et à long terme. Il aurait dû présenter des stratégies à cette fin.

M. Lalonde: C'est vous qui vous moquez des emplois à court terme.

M. Riis: Les Canadiens attendaient une direction énergique, une stratégie qui permettrait aux citoyens de ne plus dépendre de l'assistance sociale et de l'assurance-chômage.

Il fallait des mesures à court terme pour créer des emplois immédiatement et pour montrer que nous faisons réellement des efforts pour donner du travail aux Canadiens. Il fallait une stratégie à court terme pour réunir les capitaux nécessaires à l'exploitation des ressources humaines. Il fallait investir dans la ressource qui est de loin la plus importante du Canada et que le budget a tout simplement ignorée, à savoir les Canadiens eux-mêmes, les ressources humaines du pays. Il aurait fallu prévoir de l'argent pour la santé, l'éducation, la formation de la main-d'œuvre, en partant du principe que des travailleurs en bonne santé, instruits et qualifiés atteindraient une productivité élevée et contribueraient ainsi à la croissance économique.

Il aurait fallu consacrer des fonds au reboisement, aux coopératives d'habitation sans but lucratif offrant des logements à prix abordables, à l'amélioration du réseau de transport et à la protection de l'environnement. En d'autres termes, nous n'avons pas besoin de programmes visant au ramassage des feuilles mortes; il ne sert à rien de faire creuser des trous et de les faire remplir de nouveau uniquement pour créer des emplois. Ce qu'il nous faut, ce sont des emplois temporaires qui contribueront à la croissance économique du Canada au cours des années à venir, qui apporteront des recettes dans les coffres du gouvernement fédéral et qui nous permettront ainsi de commencer à réduire le déficit.

Mais le plus important, monsieur le Président, c'est qu'il nous fallait également une stratégie à long terme de la création d'emplois. Le gouvernement devrait donner aux Canadiens la possibilité de se comporter comme une grande famille économique et de faire comme toute famille qui se respecte, c'est-à-dire d'envisager l'avenir et de tirer des plans. Mais nous sommes pareils à des locataires dans notre propre maison; ce sont les étrangers qui prennent les décisions à notre place.